Fondation Jean Jaurès

Europe

# BALKANS : UN NOUVEAU PRINTEMPS SANS RENOUVEAU ?

Loïc Trégourès

11/03/2019

**Les pays des Balkans sont agités depuis quelques temps par des manifestations continues qui – cette fois comme dès que des mobilisations citoyennes se tiennent dans la région – amènent certains observateurs à reparler de « Printemps balkanique ». Pour l'Observatoire des Balkans de la Fondation, Loïc Trégourès, chargé d'enseignement à l'Institut catholique de Paris, s'interroge sur la portée et la pertinence de cette formule, à la fois vis-à-vis de la situation dans les Balkans, mais aussi par rapport au « Printemps arabe » lui-même.**

Depuis plusieurs mois, des manifestations continues ont lieu dans l'espace balkanique, en Serbie, Albanie et Monténégro en particulier, non sans oublier les protestations d'il y a quelques mois en Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine dans le sillage du mouvement *Pravda za Davida* (Justice pour David) du nom de la victime décédée dans des circonstances troubles aux mains de la police locale. À travers les Balkans, les manifestants, qui ont pris le chemin de la rue suivant une temporalité et des motifs immédiats propres à leur pays respectif (l'agression d'un opposant et d'un journaliste en Serbie, un scandale de corruption au Monténégro, un mouvement étudiant contre une loi sur l'université en Albanie), se rejoignent néanmoins pour dénoncer la même toile de fond, faite de dérives autoritaires, de corruption endémique et d'absence de perspectives.

Les Balkans connaissent régulièrement des mouvements sociaux relativement suivis depuis plusieurs années, que ce soit en Serbie, Bosnie, Macédoine du Nord ou Kosovo pour n'en citer que quelques-uns. Lorsqu'ils sont concomitants, certains observateurs parlent alors de « Printemps balkanique », une formule qui revient presque tous les ans au gré des mobilisations citoyennes comme le printemps lui-même ne manque jamais de revenir après les rudes hivers dans la région.

## Autant une hirondelle ne fait pas le printemps…

Si l'analogie avec ce qui a été appelé le « Printemps arabe » est claire pour ceux qui l'emploient, il semble pourtant que, à bien des égards, l'on doive s'interroger sur sa portée et sa pertinence, à la fois vis-à-vis de la situation dans les Balkans, mais aussi par rapport au « Printemps arabe » lui-

même.

Tout d'abord, le « Printemps », s'il se réfère au monde arabe, suppose une rupture franche à partir d'une série de soulèvements populaires de nature révolutionnaire qui se sont succédé sur une période réduite avec un effet domino certain, ce qui avait d'ailleurs surpris bon nombre d'experts de l'Égypte ou de la Libye par exemple. Quoi de commun avec des manifestations plus ou moins massives mais régulières dans l'ensemble des Balkans au sein de régimes qui, s'ils ne répondent pas aux standards démocratiques tels qu'ils devraient être pratiqués par des candidats à l'intégration européenne, sont toutefois éloignés des régimes arabes de 2011 ?

Rien qu'en Serbie, les dernières années ont été quasiment toutes marquées par des manifestations plutôt bien suivies, que ce soit pour protester contre le projet *Belgrade Waterfront*, pour dénoncer les fraudes dans l'élection à la présidence d'Aleksandar Vucić, ou pour davantage de liberté de la presse et la fin des violences comme c'est le cas depuis la fin 2018. Ces dernières années, la Bosnie, le Kosovo, la Macédoine du Nord ont connu d'autres manifestations, parfois en même temps. Sont-elles liées pour autant ? A-t-on observé que le succès des mobilisations en Macédoine, qui ont abouti à la fin du régime Gruevski en 2016-2017, avait débouché sur un effet domino partout dans la région ?

Quoi de plus logique pourtant ? Chaque pays est mu par ses propres spécificités, son histoire, son régime politique et sa capacité de contrôle, sa structure des opportunités politiques, etc. – par-delà les similitudes évidentes entre des pays voisins dans lesquels les populations sont confrontées aux mêmes maux et difficultés. Même les processus qui ont conduit à la fin du communisme en Europe centrale en 1989 ont répondu à cette dualité que l'étiquette « Printemps » ne peut qu'effacer.

La question est alors de savoir pourquoi, chaque année ou presque, l'expression « Printemps balkanique » fait florès à la faveur de divers mouvements sociaux. Le constat d'un ras-le-bol généralisé face à des régimes de plus en plus autoritaires et corrompus ne fait pas de doute. Est-ce un argument suffisant ? Plusieurs points de comparaison avec le « Printemps arabe » devraient pourtant inviter à la prudence vis-à-vis d'analogies historiques hasardeuses, à plus forte raison lorsque les observateurs du monde arabe critiquent eux-mêmes vigoureusement cette expression.

## … autant deux « printemps » ne se ressemblent pas

Si l'on passe sur les différences déjà relevées de nature de régime, trois points peuvent être soulignés. D'abord, le caractère absolument massif des protestations qui mettrait en demeure le

régime de réagir sur des points fondamentaux de l'exercice du pouvoir. Malgré des manifestations qui se sont étendues à toute la Serbie au-delà des places fortes habituelles de Belgrade et Novi Sad, rien n'indique pour autant qu'une masse critique ait été atteinte et soit de nature à faire bouger les lignes. Il en va pour l'instant de même en Albanie et au Monténégro, ce qui ne préjuge rien de l'avenir.

Néanmoins, un mouvement plutôt horizontal qui dure dans le temps a plus de chance de finir par s'essouffler ou par se recomposer en mouvement politique à l'audience réduite – comme celui de 2018 contre la corruption *Ne Davimo Beograd (Ne cédons pas Belgrade)* – que par produire une alternative systémique. À cela s'ajoute la difficulté pour des oppositions éclatées politiquement et idéologiquement de faire cause commune et de convaincre des citoyens qui ne veulent pas plus d'eux qu'ils ne veulent ceux qui sont actuellement au pouvoir. C'est particulièrement vrai en Serbie vis-à-vis de l'alliance entre anciens du parti démocratique (Djilas, Tadic, Jeremić) et les clérico-nationalistes de Dveri, mais aussi en Albanie où le rejet du Premier ministre Edi Rama du Parti socialiste ne se traduit pas pour autant par un regain de popularité pour le Parti démocratique de Lulzim Basha. C'est d'ailleurs là une différence majeure avec la Macédoine. À Skopje, il y avait une alternative politique au régime de Gruevski, et un ensemble de mouvements citoyens qui ont accepté à un moment de converger pour la création d'une alternative autour du SDSM de Zoran Zaev, sans naïveté ni réserve, d'où les critiques actuelles contre lui d'ailleurs.

Par rapport au « Printemps arabe », une autre différence réside dans la réaction des autorités, qui ont jusqu'à présent assez de sens tactique pour laisser faire les manifestations sans jamais avoir recours à la violence policière, dans la lignée des manifestations qui elles-mêmes se déroulent de façon totalement pacifique à l'exception de quelques événements sporadiques en Albanie. Or, en 2011, ce sont les réactions violentes et disproportionnées des régimes à Tunis, Le Caire, Tripoli, Damas, etc. qui ont enclenché à chaque fois un cycle mortifère, précipitant la décision d'un côté ou de l'autre par la mise sous tension des piliers du régime.

Est-ce à dire que des mouvements pacifiques n'ont aucune chance de se faire entendre ? Loin de là. Seulement, la comparaison entre les manifestations en Bosnie en 2013 et 2014 montre que l'utilisation de la violence dans la rue a débouché dans un cas sur une réaction (des leaders politiques comme ceux de l'Union européenne et du Bureau du Haut représentant international) en 2014, alors que le mouvement pacifique de 2013 n'avait abouti à rien. Cette sensibilité à la violence, et uniquement à la violence, de la part des Occidentaux est une particularité dans les Balkans, compte tenu du passé pas si lointain de l'ex-Yougoslavie. Mais c'est une mauvaise nouvelle pour les mouvements pacifiques, car ils ne peuvent recevoir aucun soutien de l'extérieur ni publiciser leur cause, en dehors de vagues appels au dialogue entre les parties.

De ce point de vue, là où le précédent tunisien avait fait comprendre aux chancelleries occidentales qu'ils avaient intérêt à s'éloigner des dictateurs qu'ils avaient tant soutenus (au point même de prêter le flanc à la théorie d'un « Printemps arabe » fomenté par les Occidentaux), une troisième différence avec le « Printemps arabe » réside dans le soutien sans faille que l'Union européenne accorde aux dirigeants balkaniques. L'Union peut ainsi condamner par la même occasion le boycott, voire l'abandon de leurs postes de parlementaires par les députés de l'opposition qui ont décidé d'utiliser cette méthode pour dénoncer la confiscation du débat démocratique. Aleksandar Vucić peut à bon droit faire remarquer à ses soutiens occidentaux que l'opposition dans la rue, pourtant constituée en partie de responsables politiques n'étant pas étiquetés comme « nationalistes » comme Vucić peut l'être, n'a absolument aucune intention de reconnaître le Kosovo par exemple. La possibilité que Vucić le fasse est d'ailleurs un des motifs de contestation mis en avant par Vuk Jeremić. Dès lors, l'image d'un Vucić garant de la stabilité du pays et seul à pouvoir résoudre la question du Kosovo ne peut que sortir renforcée par cette épreuve, au détriment des revendications sociales et politiques liées à la liberté de la presse, au niveau de vie, à la violence, à la corruption, etc. Et si d'aventure le président serbe convoquait des élections parlementaires anticipées sans modifier la loi électorale conformément au souhait de l'opposition, et que celle-ci boycotte le scrutin, il ne fait aucun doute que la pression occidentale serait au moins autant sur l'opposition pour qu'elle accepte de jouer le jeu que sur Vucić. Celui-ci a donc plusieurs cartes en main pour sortir sans trop de dommages de cette séquence.

Le pari de Milo Djukanović au Monténégro n'est pas très différent. En ayant fait intégrer le Monténégro à l'OTAN, celui-ci a solidement arrimé son pays au camp occidental, tout en se présentant comme l'indispensable clé de voûte de l'équilibre monténégrin, renforcé par la tentative de coup d'État fomenté par la Russie, réelle ou fictive, dont il aurait été victime en 2016.

## Le printemps reste synonyme d'espoirs

Enfin, parler de « Printemps balkanique » suppose aussi d'observer ce qu'il est advenu du « Printemps arabe », d'en étudier les causes et les dynamiques. Là encore, il semble que la formule soit au mieux rapide, au pire malvenue, en premier lieu pour les populations des Balkans elles-mêmes, indépendamment de ce que chaque observateur extérieur peut souhaiter à titre personnel. Il apparaît que l'emploi de cette expression en dise finalement plus sur ceux qui l'utilisent, pris dans ce que l'on nomme en anglais du *wishful thinking*, que sur ce qu'il se passe et dont le dénouement, dans chaque pays, est encore totalement flou.